

Appel « Pour que vive Fralib : boycott d'Unilever ! »

Une entreprise industrielle ancrée dans son territoire, la Provence. Relançant par ses commandes une production locale et écologique de plantes - tilleul, verveine, menthe... - jusqu'alors en déshérence. Liée à ses fournisseurs et à ses clients par des relations commerciales équitables et durables, avec des prix justes. Fondée sur la démocratie interne et la participation de toutes et tous aux décisions.

Tel est le projet des travailleurs de Fralib à Gémenos, près de Marseille, qui veulent relancer leur entreprise sous forme de coopérative. Depuis trois ans, elles et ils luttent pour obtenir de leur ancien employeur, la multinationale Unilever, le soutien minimum dont ils ont besoin pour se lancer : la cession du nom de marque « Éléphant », qu'Unilever a décidé de faire disparaître au profit de LIPTON marque milliardaire du groupe, et un certain volume de commandes pendant la période de démarrage.

Mais Unilever ne veut rien savoir. Bien que la justice ait refusé à trois reprises un plan social injustifiable et annulé tous les licenciements, Unilever a cessé de payer les salaires depuis le 1er avril 2013 et refuse d'accorder une aide au démarrage de leur projet. Unilever (chiffre d'affaires 2012 : 51 milliards d'euros ; profits nets : 5 milliards) veut détruire leur savoir-faire et leur collectif. Devant cette intransigeance, les Fralib avec leurs syndicats CGT et CFE-CGC ont appelé les consommateurs à boycotter toutes les marques du groupe Unilever, à commencer par LIPTON.

Alors que le chômage, la précarité et les dégâts écologiques ne font qu'empirer, le succès du projet des Fralib serait un signal d'espoir et ouvrirait la voie à d'autres possibles. Les Fralib appellent à une première journée d'action pour le boycott massif des produits Unilever le samedi 7 décembre. Répondant à leur appel, nous nous associons à cette action pour inciter Unilever à accéder aux demandes des Fralib. Leur lutte est la nôtre, celle de toutes celles et ceux qui cherchent à engager dès aujourd'hui la transition vers un autre monde, vivable.

Signataires : Paul Ariès (politologue, mensuel "Les Zindignés"), Clémentine Autain (Fase-FdG), Geneviève Azam (Attac), Olivier Besancenot (NPA), Martine Billard (PG- FdG), Jean-Marc de Boni (La Nef), Benoît Borrits (Association Autogestion), Fabienne Brugel (Compagnie NAJE), Alain Caillé (sociologue), André Chassaing (PCF-FdG), Sergio Coronado (EELV), Léo Coutelec (Miramap), Thomas Coutrot (économiste), Txetx Etcheverry (Bizi !), François Longéras (journaliste), Dominique Méda (sociologue), Laurent Pinatel (Confédération paysanne), Xavier Renou (Les Désobéissants), Patrick Viveret (philosophe) et les salariés de FRALIB en lutte depuis plus de 3 ans.

Appel « Pour que vive Fralib : boycott d'Unilever ! »

Une entreprise industrielle ancrée dans son territoire, la Provence. Relançant par ses commandes une production locale et écologique de plantes - tilleul, verveine, menthe... - jusqu'alors en déshérence. Liée à ses fournisseurs et à ses clients par des relations commerciales équitables et durables, avec des prix justes. Fondée sur la démocratie interne et la participation de toutes et tous aux décisions.

Tel est le projet des travailleurs de Fralib à Gémenos, près de Marseille, qui veulent relancer leur entreprise sous forme de coopérative. Depuis trois ans, elles et ils luttent pour obtenir de leur ancien employeur, la multinationale Unilever, le soutien minimum dont ils ont besoin pour se lancer : la cession du nom de marque « Éléphant », qu'Unilever a décidé de faire disparaître au profit de LIPTON marque milliardaire du groupe, et un certain volume de commandes pendant la période de démarrage.

Mais Unilever ne veut rien savoir. Bien que la justice ait refusé à trois reprises un plan social injustifiable et annulé tous les licenciements, Unilever a cessé de payer les salaires depuis le 1er avril 2013 et refuse d'accorder une aide au démarrage de leur projet. Unilever (chiffre d'affaires 2012 : 51 milliards d'euros ; profits nets : 5 milliards) veut détruire leur savoir-faire et leur collectif. Devant cette intransigeance, les Fralib avec leurs syndicats CGT et CFE-CGC ont appelé les consommateurs à boycotter toutes les marques du groupe Unilever, à commencer par LIPTON.

Alors que le chômage, la précarité et les dégâts écologiques ne font qu'empirer, le succès du projet des Fralib serait un signal d'espoir et ouvrirait la voie à d'autres possibles. Les Fralib appellent à une première journée d'action pour le boycott massif des produits Unilever le samedi 7 décembre. Répondant à leur appel, nous nous associons à cette action pour inciter Unilever à accéder aux demandes des Fralib. Leur lutte est la nôtre, celle de toutes celles et ceux qui cherchent à engager dès aujourd'hui la transition vers un autre monde, vivable.

Signataires : Paul Ariès (politologue, mensuel "Les Zindignés"), Clémentine Autain (Fase-FdG), Geneviève Azam (Attac), Olivier Besancenot (NPA), Martine Billard (PG- FdG), Jean-Marc de Boni (La Nef), Benoît Borrits (Association Autogestion), Fabienne Brugel (Compagnie NAJE), Alain Caillé (sociologue), André Chassaing (PCF-FdG), Sergio Coronado (EELV), Léo Coutelec (Miramap), Thomas Coutrot (économiste), Txetx Etcheverry (Bizi !), François Longéras (journaliste), Dominique Méda (sociologue), Laurent Pinatel (Confédération paysanne), Xavier Renou (Les Désobéissants), Patrick Viveret (philosophe) et les salariés de FRALIB en lutte depuis plus de 3 ans.